



SEPTEMBRE  
2021



# Les Émirats arabes unis en Afrique

## Les ambitions parfois contrariées d'un nouvel acteur régional

Programme Turquie  
/Moyen-Orient

Centre Afrique  
subsaharienne

Jean-Loup SAMAN

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-0403-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : Le cheikh Mohammed ben Zayed Al Nahyane et Mohamed Ould Sheikh Al-Ghazouani aux Emirats arabes Unis ©Afrique confidentielle

**Comment citer cette publication :**

Jean-Loup Samaan, « Les Émirats arabes unis en Afrique : les ambitions parfois contrariées d’un nouvel acteur régional », *Notes de l’Ifri*, Ifri, septembre 2021.

**Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet : [ifri.org](http://ifri.org)**

# Auteur

**Jean-Loup Samaan** est chercheur associé au programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri. Il rejoindra à la rentrée académique 2021-2022 le Middle East Institute de la National University of Singapore en tant que senior research fellow.

Titulaire d'un doctorat de science politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2009) et d'une habilitation à diriger des recherches de Sciences Po (2017), Jean-Loup Samaan a auparavant été chargé de mission à la Délégation aux affaires stratégiques du Ministère de la défense (2008-2011), conseiller pour la recherche au Collège de défense de l'OTAN (2011-2016) puis professeur associé d'études stratégiques détaché par le US Near East South Asia Center auprès du collège de défense des Émirats arabes unis (2016-2021).

# Résumé

Les liens que les Émirats arabes unis (EAU) entretiennent avec les pays africains sont anciens, cependant la naissance d'une véritable politique africaine émirienne remonte seulement à une quinzaine d'années. D'abord instiguée par l'émirat dubaïote, motivé par les opportunités qu'offre le continent africain, elle sert avant tout les intérêts commerciaux des EAU et répond à leurs impératifs en matière de sécurité alimentaire.

Les printemps arabes survenus en 2011 ont considérablement réorienté la politique africaine, dorénavant indexée sur la politique étrangère d'Abu Dhabi aux priorités d'ordre politique et militaire. Les EAU font dorénavant preuve d'un emploi décomplexé de la puissance en Afrique, qu'elle soit économique ou militaire, afin de servir la stratégie internationale de son leader Mohammed ben Zayed, pour qui la lutte contre l'islam politique est devenue l'axe central.

C'est auprès de partenaires de la Corne de l'Afrique (Érythrée, Somaliland) que les EAU ont largement installé leur force militaire, afin d'organiser leur déploiement au Yémen contre les forces houthis. Parallèlement, Abu Dhabi a développé des liens étroits avec les institutions militaires de nombreux pays africains, où elle réplique son « modèle égyptien » (Soudan, Mauritanie) afin de contenir la menace perçue des mouvements islamistes.

Si les EAU ambitionnent de devenir un acteur clé de la médiation diplomatique internationale (Afrique de l'Est, Sahel), l'influence émirienne sur le continent n'est pas toujours bien reçue. L'exportation des rivalités du Golfe en Afrique et son activisme militaire ont des conséquences déstabilisatrices (Somalie, Libye, Soudan) qui peuvent fragiliser leurs relations bilatérales (Afrique du Nord).

Toutefois, la diminution actuelle de ses ambitions militaires dans la Corne, due à son désengagement du Yémen, et la volonté du pays de renforcer sa réputation diplomatique (notamment en tant que futur membre non permanent du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies) pourraient modifier l'envergure de sa politique régionale.

# Abstract

The United Arab Emirates (UAE) has long-standing ties with African countries, but the implementation of a genuine Africa policy dates back only about 15 years. Initially instigated by the Dubai emirate, motivated by the opportunities offered on the African continent, this policy primarily served the UAE's commercial interests and responded to its food security imperatives.

The Arab Spring of 2011 has significantly shifted the focus of the UAE African policy by linking it with Abu Dhabi's foreign policy with political and military priorities. The UAE is now demonstrating an unabashed use of power in Africa, whether economic or military, to serve the international strategy of its leader Mohammed bin Zayed, for whom the fight against political Islam has become the central axis.

It is among its partners in the Horn of Africa (Eritrea, Somaliland) that the UAE has largely set up its military force, with the objective to deploy it in Yemen against the Houthi forces. At the same time, Abu Dhabi has developed close ties with the military institutions of many African countries, where it replicates its "Egyptian model" (Sudan, Mauritania) to contain the perceived threat of Islamist movements.

While the UAE aims to become a key player in the field of international diplomatic mediation (East Africa, Sahel), Emirati influence on the continent is not always well perceived. The export of Gulf rivalries to Africa and its military activism have destabilizing consequences (Somalia, Libya, Sudan) that can weaken bilateral relations (North Africa).

However, its recently diminished military ambitions in the Horn, due to its disengagement from Yemen, and the country's desire to strengthen its diplomatic reputation (notably as a future non-permanent member of the United Nations Security Council) could alter the scope of its regional policy.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>6</b>
<b>LA LOGIQUE ÉCONOMIQUE DE LA PRÉSENCE ÉMIRIENNE EN AFRIQUE .....</b>	<b>8</b>
<b>Une stratégie de développement initiée par Dubaï .....</b>	<b>8</b>
<b>Des investissements répondant aux besoins de sécurité alimentaire des EAU.....</b>	<b>10</b>
<b>L'AFRIQUE AU PRISME DES INTÉRÊTS STRATÉGIQUES D'ABU DHABI .....</b>	<b>11</b>
<b>La politique africaine comme extension de l'agenda politique émirien.....</b>	<b>11</b>
<b>La Corne de l'Afrique et la projection des forces émiriennes vers le Yémen.....</b>	<b>12</b>
<b>Abu Dhabi et son « modèle égyptien » en Afrique .....</b>	<b>13</b>
<b>Des relations compliquées avec le Maghreb.....</b>	<b>16</b>
<b>LE FUTUR INCERTAIN DE LA POLITIQUE ÉMIRIENNE EN AFRIQUE .....</b>	<b>19</b>
<b>L'effet multiplicateur de la pandémie sur l'ascendant d'Abu Dhabi .....</b>	<b>19</b>
<b>Des politiques régionales alimentant les troubles locaux .....</b>	<b>20</b>
<b>Un activisme qui peut parfois contribuer à la stabilisation régionale.....</b>	<b>22</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>24</b>

# Introduction

Au cours de la dernière décennie, les Émirats arabes unis (EAU<sup>1</sup>) ont développé une véritable politique de puissance sur le continent africain. Initialement guidée par Dubaï et les opportunités économiques identifiées par celle-ci dans le développement de l’Afrique au cours des années 2000 – notamment dans le secteur des infrastructures et du foncier agricole – la politique émirienne a, ces cinq dernières années, de plus en plus lié ces investissements à un agenda stratégique ; en l’occurrence, celui de la capitale fédérale, Abu Dhabi, et de son prince héritier Mohammed bin Zayed Al Nahyan (autrement appelé MbZ).

Cette politique de puissance se révèle cohérente, si ce n’est systématique, à l’échelle continentale, que ce soit dans des zones d’influence historiques comme la Corne de l’Afrique, et le Maghreb, ou des régions investies plus récemment telles que l’Afrique de l’Ouest. Il s’agit à chaque fois de sécuriser l’accès local des décideurs politiques et commerciaux émiriens en personnalisant la relation bilatérale autour d’un ou deux leaders nationaux. Suivant les orientations idéologiques d’Abu Dhabi, cela les conduit à soutenir politiquement, financièrement, voire militairement, des partenaires qui se présentent comme l’opposition aux représentants locaux de l’islam politique, et plus particulièrement à tout groupe lié de près ou de loin aux Frères musulmans. Dès lors, les EAU en viennent à influencer les équilibres politiques locaux en favorisant des représentants de l’establishment militaire qui se veulent les tenants d’une ligne dite nationaliste, celle-ci se réduisant en réalité souvent à une posture anti-islamiste<sup>2</sup>.

Cette présence émirienne sur le continent africain est encore en germe et son examen donne à voir des résultats très contrastés : un rôle structurant dans les rapports de force en Afrique de l’Est, une influence grandissante au Sahel, mais, dans le même temps, une présence fragilisée au Maghreb. Il va de soi que la pérennité de ces ambitions africaines dépendra en partie de la capacité d’Abu Dhabi et Dubaï à poursuivre leurs investissements au-delà de la crise économique que traverse le pays du fait de la pandémie du Covid-19. Si la gestion émirienne des crises de 2008 et 2014 suggère une corrélation faible entre assainissement des finances publiques et réduction des investissements extérieurs, la conjoncture actuelle est néanmoins sans précédent. La seconde incertitude a trait aux équilibres internes à la Fédération. La crise sanitaire en cours pourrait

---

1. Fondés en 1971, les EAU constituent une Fédération de sept petites monarchies : Abu Dhabi (sa capitale), Dubaï, Ajman, Fujaïrah, Ras al Khaimah, Charjah et Oumm al Qaiwaïn.  
2. J.-L. Samaan, « The Logic of the Emirati Grand Strategy », *Middle East Institute Insight* 247, National University of Singapore, 20 octobre 2020.

en effet achever d'installer l'ascendant politique et économique d'Abu Dhabi sur Dubaï et consolider l'approche stratégique portée par la capitale, déjà à l'œuvre dans la politique africaine des EAU.

*In fine*, la stratégie émirienne en Afrique consiste à indexer les investissements sur l'adhésion des partenaires locaux à l'agenda politique des EAU. Cet activisme émirien peut parfois bénéficier aux processus locaux de stabilisation, qu'il s'agisse du rôle diplomatique d'Abu Dhabi dans le processus de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée ou de sa contribution financière au renforcement de la force conjointe du G5 Sahel. Mais il recouvre aussi des problématiques susceptibles de fragiliser ces mêmes structures politiques : en exportant les rivalités du Golfe en Afrique et en favorisant des alliés de circonstance, la politique émirienne peut exacerber les rapports de force et ralentir, voire empêcher, les transitions politiques en cours.

Dans ce contexte, nous entendons examiner ici la cohérence et la pérennisation de la stratégie émirienne sur le continent africain. Pour ce faire, nous revenons sur la logique commerciale qui a initialement prévalu avant d'analyser l'approche politico-militaire qui a progressivement façonné la diplomatie d'Abu Dhabi dans la région. Enfin nous tenterons dans une dernière partie d'évaluer la capacité des EAU à maintenir ce rôle en Afrique, tant au regard des effets parfois délétères de leur activisme sur les crises locales, que de leur capacité financière à soutenir cette ambition dans le contexte économique post-Covid-19.



# La logique économique de la présence émirienne en Afrique

Si les EAU, comme les autres monarchies du Golfe, entretiennent des relations historiques avec la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord, *via* notamment les flux migratoires, la volonté de développer une véritable politique africaine est née il y a une quinzaine d'années à Dubaï – plutôt qu'à Abu Dhabi, la capitale émirienne. Elle reposait initialement sur les opportunités économiques suscitées par le développement du continent depuis le milieu des années 2000, et plus particulièrement après la crise financière de 2008 qui a entraîné une réorientation de la stratégie d'investissements internationaux des EAU.

## Une stratégie de développement initiée par Dubaï

En pratique, Dubaï sert de centre régional pour de nombreuses compagnies opérant en Afrique : la compagnie automobile américaine Ford a par exemple choisi cette ville pour piloter ses activités africaines en 2014. La cité du Golfe offre non seulement des conditions fiscales attractives, mais sa compagnie aérienne Emirates dessert souvent mieux les capitales africaines que celles-ci entre elles ; le positionnement géographique de Dubaï en fait aussi un point d'appui entre le marché africain et les investisseurs asiatiques, au premier rang desquels la Chine<sup>3</sup>. En 2013, la Chambre de commerce de Dubaï organise l'Africa Global Business Forum, une rencontre depuis devenue annuelle, et ouvre quatre bureaux sur le continent ; entre 2002 et 2017, le commerce hors hydrocarbures entre Dubaï et l'Afrique croît de plus de 700 %<sup>4</sup>.

Les investissements émiriens concernent désormais de multiples domaines en Afrique, depuis les télécommunications jusqu'au secteur de l'énergie. Etisalat, la compagnie de téléphonie d'Abu Dhabi, est présente dans onze pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord, où elle contrôle notamment Maroc Telecom et revendique 70 millions d'abonnés<sup>5</sup>. Le groupe Phanes, installé à Dubaï et

---

3. G. S. Duncan, « The Gateway to Africa », *Gulf News*, 8 novembre 2018.

4. S. Allison, J. Dana, « Bridging the Red Sea: How to Build an Africa-GCC Partnership », *Emerge85*, octobre 2017, p. 6. <https://emerge85.io>. Consulté le 29 mars 2021.

5. La liste comprend le Bénin, le Burkina Faso, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, la Mauritanie, le Maroc, le Niger, le Togo ainsi que le Tchad.

spécialisé dans le développement de l'énergie solaire, a signé en 2016 un accord avec le gouvernement nigérian pour la construction de trois centrales photovoltaïques<sup>6</sup>.

C'est indéniablement dans le domaine des infrastructures portuaires que la présence émirienne sur le continent africain impressionne le plus. Dubai Ports (DP) World gère aujourd'hui sept terminaux répartis dans cinq pays : Dakar au Sénégal, Alger et Djen Djen en Algérie, Sekhna en Égypte, Berbera en Somalie et Maputo au Mozambique<sup>7</sup>. DP World a également obtenu une concession de 25 ans pour un centre de logistique à Kigali au Rwanda. De son côté, Abu Dhabi Ports assure depuis 2016 la gestion du port de containers à Kamsar en Guinée.

DP World serait en outre en lice pour consolider sa présence sur la façade orientale africaine : sa filiale P&O Ports a obtenu le contrat de développement du port de Bosaso dans la région autonome du Puntland, et des projets à Port-Soudan seraient en cours de discussion. Notons toutefois que l'expansion africaine de DP World n'a pas été sans heurts : en République démocratique du Congo, le développement du port de Banana par DP World est remis en cause depuis l'élection en 2019 de Felix Tshisekedi, qui a souhaité revenir sur les termes du contrat signé sous la présidence de Joseph Kabila<sup>8</sup>. À Djibouti, l'opérateur émirien gérait aussi le port de Doraleh jusqu'au 22 février 2018, date à laquelle le gouvernement local a pris la décision de résilier le contrat de concession. L'éviction de DP World à Djibouti est l'aboutissement de tensions apparues entre la compagnie et le gouvernement d'Ismaïl Omar Guelleh en 2014, DP World et l'un de ses intermédiaires locaux, l'homme d'affaires Abdourahman Boreh, étant accusés de corruption. Une loi votée trois ans plus tard a permis au gouvernement djiboutien de renégocier les contrats touchant aux infrastructures critiques du pays, débouchant *de facto* sur une rupture des engagements avec DP World ; un tribunal d'arbitrage international a depuis condamné Djibouti à indemniser la société dubaïote.

Au-delà du contentieux juridique, les tensions avec Djibouti auraient aussi et surtout porté sur les activités de DP World au Somaliland voisin. L'investissement de Dubaï dans les capacités portuaires de Berbera suscitait l'appréhension dans l'entourage du président djiboutien, la présence émirienne pouvant remettre en cause le quasi-monopole djiboutien sur les exportations à destination de l'Éthiopie.

---

6. « Dubai's Phanes Plans Three Solar Plants in Nigeria », *Arabian Business*, 3 novembre 2016.

7. En février 2020, le média Bloomberg affirmait par ailleurs qu'un accord entre DP World et l'Érythrée aurait été conclu concernant le développement du port d'Assab, accord néanmoins réfuté par les autorités locales. Cf. S. Gebre, « DP World to Upgrade, Maintain Eritrean Ports », *Bloomberg*, 17 février 2020.

8. Un accord incluant des amendements au contrat initial a été finalement obtenu en mai 2021.

## Des investissements répondant aux besoins de sécurité alimentaire des EAU

Cette politique d'investissement portuaire sert aussi la stratégie de sécurité alimentaire des dirigeants émiriens. Le climat aride des EAU rend le pays extrêmement dépendant des importations pour sa sécurité alimentaire : 90 % de la consommation nationale est importée. Le sujet est devenu si structurant qu'une ministre à la sécurité alimentaire, Mariam Al Mehairi, a été nommée en 2017 et qu'une *Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire* a été rendue publique en 2018<sup>9</sup>.

Dans ce contexte, les projets d'acquisitions agricoles en Afrique sont considérés comme de véritables investissements stratégiques. Les EAU figurent déjà, aux côtés de l'Arabie Saoudite et du Qatar, parmi les principaux acheteurs de terres agricoles en Afrique. Cette pratique dite du *landgrabbing*, apparue il y a une quinzaine d'années, répondait à une logique à la fois commerciale et politique. Abu Dhabi détient des terres au Nigeria, en Namibie, au Maroc, ou encore au Ghana ; au Soudan, les investisseurs émiriens ont acheté plus de 400 000 hectares et la compagnie Al Dahra Agriculture a signé un accord en 2015 pour injecter un milliard de dollars comme première étape d'un projet de 10 milliards visant à exploiter la vallée Al Hawad<sup>10</sup>. Al Dahra Agriculture joue un rôle clé dans le dispositif émirien à l'échelle continentale ; elle est contrôlée par le fonds d'investissement Al Ain Holding, présidé par un proche frère de MbZ – Sheikh Hamdan bin Zayed. En pratique, la mise en culture de ces terres a du retard, indiquant un décalage entre les ambitions affichées et leur concrétisation.

Tout comme les investissements chinois en Afrique, l'implantation émirienne sur le continent a progressivement suscité l'inquiétude chez certains observateurs étrangers. Abu Dhabi s'appuie comme Pékin sur un cercle de soutiens locaux, favorisant un système clientéliste ; ses investissements pourraient aussi renforcer la sujétion des récipiendaires au bon vouloir du bailleur émirien. La problématique a pris une nouvelle tournure au cours des cinq dernières années, quand l'approche mercantiliste de Dubaï s'est effacée derrière la politique de puissance conduite par Abu Dhabi. Autrement dit, les motivations sécuritaires de la capitale fédérale ont pris le dessus sur la recherche de profit des cercles dubaïotes.

9. A. England, E. Terazono, « Pandemic Revives Gulf Fears over Food Security », *Financial Times*, 5 août 2020.

10. « Sudan Allocates 2,4 Million Feddans for Largest Agricultural Scheme », *Sudan Tribune*, 6 juin 2017.

# L'Afrique au prisme des intérêts stratégiques d'Abu Dhabi

Si les investissements massifs des EAU à travers le continent africain s'adossaient initialement à des opportunités commerciales ou répondaient à un impératif de sécurité alimentaire, ils se sont progressivement intégrés dans la stratégie régionale d'Abu Dhabi, dont les priorités sont politiques et militaires. Le développement du réseau diplomatique émirien illustre bien la montée en puissance de cette logique, avec l'ouverture de neuf nouvelles ambassades sur la décennie 2010-2020 en Afrique sub-saharienne.

## La politique africaine comme extension de l'agenda politique émirien

Cette évolution de la politique africaine des EAU est plus généralement indexée sur sa politique étrangère depuis les révolutions arabes de 2011. Trois facteurs ont contribué à ce tournant : l'inquiétude suscitée par les soulèvements populaires dans certains pays arabes (en particulier en Tunisie, Égypte, Bahreïn) ; l'escalade des tensions entre la famille régnante d'Abu Dhabi et le mouvement Al Islah, branche locale des Frères musulmans, conduisant à l'interdiction de ce dernier en 2014 ; et enfin la consolidation du pouvoir de MbZ en interne. Cette combinaison a déclenché un activisme régional émirien sans précédent et un emploi décomplexé de la puissance, qu'elle soit économique ou militaire, qui tranche résolument avec la pratique des décennies précédentes<sup>11</sup>.

Depuis 2011, la politique étrangère des EAU reflète en grande partie les rapports de force intérieurs de la fédération, et surtout la volonté de MbZ de combattre les acteurs de l'islam politique, plus particulièrement les Frères musulmans. La crise avec le Qatar, qui a duré de juin 2017 à janvier 2021, est venue confirmer non seulement la centralité de cette problématique dans le positionnement d'Abu Dhabi, mais aussi l'approche coercitive désormais privilégiée pour le traitement des dossiers internationaux<sup>12</sup>. Dès lors, on voit cette

---

11. E. Soubrier, « Les Émirats arabes unis à la conquête du monde ? », *Politique étrangère*, vol. 85, n° 1, 2020, p. 57-66 ; H. Ibish, *The UAE's Evolving National Security Strategy*, Arab Gulf States Institute in Washington, 2017.

12. D. Roberts, « Qatar and the UAE: Exploring Divergent Responses to the Arab Spring », *Middle East Journal*, vol.71, n° 4, automne 2017, p. 544-562.

politique de puissance émirienne, combinant instruments économiques et militaires, dépasser le Moyen-Orient pour s'étendre aussi en Afrique, où le Qatar a lui-même mené une politique d'investissements ambitieuse<sup>13</sup>.

Cela se traduit d'abord par la volonté des EAU de conditionner explicitement leur aide au développement et leurs investissements à l'expression du soutien des pouvoirs locaux africains à leurs orientations stratégiques. Cette exigence est notamment très visible sur le dossier du blocus du Qatar, qui a, jusqu'à sa levée en janvier 2021, surdéterminé les relations extérieures des pays du Golfe. Entre 2017 et 2021, les Émiriens considèrent, dans une logique de jeu à somme nulle, que l'absence de soutien à leur position ou le choix de la neutralité s'apparente chez les leaders africains à une légitimation *de facto* de la position qatarie, et que cela constitue plus personnellement une expression d'ingratitude envers leurs bailleurs émiriens. Cette interprétation radicale s'est cependant souvent heurtée à la volonté des gouvernements africains de garder leur distance vis-à-vis des rivalités propres à la péninsule arabique : à l'exception des pays sahéliens, des Comores, du Gabon ou encore de Djibouti, la majorité des pays en Afrique n'ont dans les faits pas pris position dans la dispute intra-Golfe<sup>14</sup>.

## La Corne de l'Afrique et la projection des forces émiriennes vers le Yémen

C'est dans la Corne de l'Afrique, zone d'influence ancienne, que la politique de puissance émirienne a eu le plus de conséquences. Désireuse de sécuriser ses voies d'approvisionnement *via* le détroit de Bab el Mandeb et, à partir de 2015, de bénéficier d'un point d'appui pour lancer des opérations amphibies vers la côte yéménite, Abu Dhabi s'est tourné vers ses partenaires de la Corne pour y organiser ses déploiements militaires.

Djibouti, qui avait confié à DP World la gestion du port de Doraleh en 2008, semblait initialement être un partenaire naturel. Or la relation bilatérale s'étant détériorée – la brouille culminant comme nous l'avons vu avec l'éviction de DP World en 2018 – les Djiboutiens n'ont pas répondu à la demande émirienne. Abu Dhabi s'est alors rabattu sur l'Érythrée avec le port d'Assab : une concession de 30 ans a été signée et une piste d'atterrissage de 3,5 km construite à la hâte par l'armée de l'air émirienne. Au pic de l'engagement émirien au Yémen, la base d'Assab sert pour le lancement des opérations sur

13. J. Fenton-Harvey, « Qatar Seeks Increasing Development Projects in Africa », *Al Monitor*, 5 septembre 2019.

14. Le cas du Rwanda illustre les limites de cette posture émirienne : le pouvoir à Kigali a non seulement signé d'importants contrats avec les EAU (notamment la construction d'une base logistique par DP World) mais aussi avec le Qatar, qui finance le futur aéroport national. Cf. B. Augé, « Avec Paul Kagame, le Qatar semble avoir trouvé son interlocuteur privilégié en Afrique », *Le Monde*, 13 décembre 2019.

Aden (mai 2015), Moukalla (avril 2016) et Hodeïda (juin 2018). C'est aussi sur la base d'Assab que les forces yéménites soutenues par Abu Dhabi auraient bénéficié de leur entraînement par la Garde présidentielle émirienne<sup>15</sup>.

En complément d'Assab, les EAU ont obtenu des droits d'accès et de construction à Berbera, au Somaliland (où DP World assure déjà la gestion du port civil). Dans un premier temps, Berbera a été pressenti comme seconde base militaire des EAU dans la zone. Mais compte tenu de l'évolution de la guerre et du retrait graduel des forces émiriennes à partir de l'été 2019<sup>16</sup>, Berbera n'a finalement pas pris la même importance qu'Assab. Dès l'automne de cette même année, les autorités locales ont annoncé que les projets d'implantation militaire seraient remplacés par la construction d'un aéroport civil<sup>17</sup>.

Le déploiement militaire émirien dans la Corne de l'Afrique ne devrait vraisemblablement pas se pérenniser. Les Émiriens auraient déjà retiré une large partie de leurs forces du port d'Assab au cours du premier semestre 2021 ; objet de vives spéculations, les implantations négociées avec l'Érythrée et le Somaliland ont surtout répondu à d'urgents besoins opérationnels pour la guerre du Yémen. À l'automne 2019, une source militaire locale nous confiait déjà qu'elles n'auraient jamais été conçues comme des bases permanentes sur le modèle américain ou français<sup>18</sup>.

## Abu Dhabi et son « modèle égyptien » en Afrique

Au-delà de la présence temporaire de troupes au sol, les EAU ont développé des liens étroits avec les institutions militaires de nombreux pays africains. Du Soudan à la Mauritanie, Abu Dhabi réplique ce qu'on pourrait appeler son « modèle égyptien » : un soutien diplomatique et financier à l'appareil militaire, considéré comme l'acteur politique le plus stable et le plus à même de contenir la menace perçue des mouvements islamistes. Ainsi, alors qu'Abu Dhabi s'impose depuis 2014 comme l'un des principaux soutiens du président Sissi en Égypte, le pouvoir émirien s'appuie aussi sur des leaders militaires dans d'autres pays africains.

---

15. US Congressional Research Service, « The United Arab Emirates (UAE): Issues for U.S. Policy », 1<sup>er</sup> novembre 2019, p. 16.

16. Après quatre ans de déploiement de ses troupes, les EAU annoncent un retrait de ses forces en plusieurs phases. Officiellement, celui-ci entend laisser place à un processus politique par les forces yéménites elles-mêmes. L'enlèvement des forces de la coalition dans la bataille d'Hodeïda ainsi que le coût réputationnel qu'inflige la poursuite de la guerre aux EAU ont par ailleurs joué un rôle indéniable dans la décision émirienne.

17. « Somaliland UAE Military Base to be Turned into Civilian Airport », *Reuters*, 15 septembre 2019.

18. Entretien de l'auteur avec un conseiller militaire à l'État-Major Général, Abu Dhabi, automne 2019.

La prégnance de ce « modèle égyptien » éclaire la gestion controversée du dossier libyen. Dès l'été 2014, alors que la situation sécuritaire se dégrade en Libye, les EAU conduisent aux côtés des Égyptiens un raid aérien visant des groupes islamistes – soutenus, selon Abu Dhabi, par le Qatar. Par la suite, alors que le gouvernement de Tripoli se révèle, pour les Émiriens, trop influencé par ces mêmes groupes, ils en viennent à soutenir le maréchal Haftar qui lance sa propre armée nationale et joue le pourfendeur des organisations islamistes. Si la connexion avec Haftar n'a jamais été officiellement reconnue par les EAU, l'Organisation des Nations unies (ONU) a exposé dans de multiples rapports le soutien logistique (armes, appui aérien) qu'ils lui auraient apporté. En outre, des sociétés émiriennes auraient signé dès 2018 des accords portant sur l'extraction de pétrole avec des entités de l'Est libyen sous le contrôle de Haftar<sup>19</sup>.

Le logiciel abu-dhabien est également à l'œuvre dans la gestion de la transition politique au Soudan. L'influence émirienne se fait sentir à Khartoum dès 2015, lorsque le président Omar El Bashir acte le revirement stratégique du pays, de l'Iran vers les monarchies du Golfe. Le Soudan met alors un terme à sa coopération militaire avec Téhéran et acte le déploiement de soldats soudanais aux côtés de la coalition saoudienne au Yémen. Abu Dhabi reste cependant méfiant à l'égard du chef de l'État soudanais, très lié à des groupes islamistes, depuis son accession au pouvoir jusqu'à la fin de son règne. À la chute de Bashir en 2019, les EAU optent ainsi immédiatement pour un soutien au Conseil militaire de transition (CMT), dont ils connaissent bien et apprécient les deux leaders, Abdel Fattah al Burhan et Mohammed Hamdan Dagalo, autrement appelé Hemetti. Al Burhan, formellement chef du CMT, a au préalable supervisé l'engagement soudanais au Yémen. Hemetti, numéro deux du CMT, contrôle les « Forces de Soutien Rapide », une organisation paramilitaire née du démantèlement des Janjawids que Bashir avait utilisé dans les massacres du Darfour puis au Yémen à partir de 2015. Plusieurs ONG affirment que Hemetti et Burhan bénéficieraient non seulement du soutien politique d'Abu Dhabi et de Riyadh, mais aussi de rétributions financières conséquentes<sup>20</sup>.

Au cours des cinq dernières années, les EAU ont aussi étendu leur influence en Afrique de l'Ouest, notamment dans la bande sahélienne. Outre la gestion du port de Dakar, DP World a annoncé en 2018 investir à hauteur de 50 millions de dollars dans des infrastructures au Mali. Un peu plus au sud, Abu Dhabi a renforcé sa présence en Guinée au cours de la décennie écoulée. Le fonds d'investissement Mubadala a signé en 2012 un contrat avec la Compagnie des bauxites de Guinée pour approvisionner les EAU en bauxite, une ressource essentielle pour l'industrie émirienne de l'aluminium. Comme mentionné plus haut, Abu Dhabi Ports assure

19. B. Faucon, J. Malsin, S. Said, « U.A.E. Backed Militia Leader's Bid to Take Control of Libyan Oil Exports », *Wall Street Journal*, 13 juillet 2018.

20. « Safeguarding Sudan's Revolution », International Crisis Group, 21 octobre 2019, p. 11.



aussi la gestion du terminal de container du port de Kamsar, à environ 250 km au nord de Conakry. En parallèle, Abu Dhabi a naturellement entretenu une relation étroite avec le président guinéen Alpha Condé – alimentant même des rumeurs régulières de financements des campagnes électorales de ce dernier.

On retrouve aussi dans la zone sahélienne le « modèle égyptien » déjà évoqué, en particulier avec la Mauritanie et le Tchad. Abu Dhabi entretient depuis de nombreuses années des relations étroites avec l'institution militaire mauritanienne ; comme le Soudan, mais à moindre échelle, la Mauritanie a déployé un contingent de 500 soldats au Yémen pendant les premières années de la guerre. Nouakchott est étroitement aligné sur les positions régionales de l'axe Riyad-Abu Dhabi et a soutenu le boycott du Qatar à l'été 2017 ; les autorités mauritaniennes avaient accusé Doha de financer certains groupes terroristes au Mali dès 2013. La proximité entre Abu Dhabi et Nouakchott se traduit aussi par la construction d'une base militaire en périphérie de la capitale mauritanienne pour laquelle les EAU ont dépensé plusieurs millions d'euros. Cette base, baptisée Camp Mohammed bin Zayed, est dédiée à la formation militaire et abrite actuellement une école de langues, l'école d'état-major mauritanien ainsi que le Collège de défense du G5 Sahel.

Le rapprochement s'est confirmé début février 2020 avec la visite du nouveau président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani – ancien chef d'état-major de l'armée nationale – dans la capitale émirienne, et l'annonce d'une enveloppe d'investissements et de projets de développement qui doivent atteindre 2 milliards de dollars, soit 40 % du produit intérieur brut (PIB) de la Mauritanie.

Le Tchad entretient également une proximité stratégique avec les EAU. Un des fils du défunt président Idriss Deby, Zakaria Idriss Deby, occupe depuis 2017 le premier poste d'ambassadeur du Tchad à Abu Dhabi. Le 7 mai 2021, deux semaines après la mort de Deby, une délégation émirienne conduite par le ministre d'État pour les Affaires étrangères, Sheikh Shakhbout ben Nahyan al Nahyan, s'est rendue à N'Djamena pour signaler son soutien au chef du conseil militaire de transition, Mahamat Idriss Deby<sup>21</sup>. Le pouvoir tchadien considère la qualité de ses relations avec les EAU comme essentielle pour assurer la stabilité dans son voisinage, au vu notamment de l'influence émirienne sur les équilibres politiques au Soudan et en Libye.

Le Tchad s'est en revanche montré plus ambivalent sur le dossier qatari. Le Qatar héberge Timan Erdimi, neveu du feu président Deby à la tête de l'Union des forces de résistance, qui vise directement la chute du régime tchadien. En toute logique, N'Djamena a donc initialement soutenu l'axe Riyad-Abu Dhabi dans son boycott du Qatar. Pourtant, après avoir suspendu ses relations diplomatiques avec

---

21. « Shakhbout bin Nahyan Conveys UAE Leaders' Condolences over Passing of Chad's Idriss Deby », Emirates News Agency, 7 mai 2021.



Doha en août 2017, le Tchad y a finalement renvoyé un ambassadeur un an plus tard. Parmi les motivations de ce revirement figurerait le rôle indirect joué par le fonds souverain qatari, la Qatar Investment Authority, dans le financement (*via* le courtier Glencore) de la dette tchadienne<sup>22</sup>.

## Des relations compliquées avec le Maghreb

L'influence émirienne s'est révélée plus volatile en Afrique du Nord. Cela peut s'expliquer tant par la volonté des pays du Maghreb de ne pas se positionner vis-à-vis des rivalités du Golfe que par un ressentiment concernant l'interférence émirienne dans le conflit libyen.

L'Algérie post-Bouteflika est aujourd'hui la plus méfiante quant aux ambitions régionales des EAU. Cette relation tranche avec celle entretenue par le régime algérien précédent. Non seulement celui-ci convergerait avec le modèle idéologique de MbZ, mais Bouteflika avait été un ami personnel du fondateur des EAU, Sheikh Zayed, occupant même un rôle de conseiller à Abu Dhabi lors de sa traversée du désert des années quatre-vingt<sup>23</sup>. Abu Dhabi conservait en outre des liens étroits avec la hiérarchie militaire algérienne ; le général et chef d'état-major Gaïd Salah, décédé en décembre 2019, étaient réputés entretenir des échanges réguliers avec MbZ. De cette proximité subsistent des coopérations dans le domaine économique : Abu Dhabi et Dubaï sont présentes dans le secteur portuaire (concession de DP World pour la gestion de deux ports algériens) et dans celui de la défense (*via* des *joint-ventures* algéro-émiriennes ciblant l'armement terrestre)<sup>24</sup>.

La relation n'a cependant cessé de se détériorer au cours des dernières années. L'absence de liens privilégiés avec la nouvelle classe politique d'Alger et le malaise de celle-ci concernant les connivences avérées entre les représentants de l'ancien régime et les EAU introduisent désormais un froid. Plus encore, la position d'hégémon régional d'Alger et sa forte autonomie du fait de sa rente énergétique lui permettent d'exprimer des désaccords profonds sur certains dossiers, qu'il s'agisse de la gestion de la guerre au Yémen, de la crise en Libye ou plus globalement de ce qui est perçu comme une intention d'Abu Dhabi de vassaliser les pays du Maghreb. Le traitement de la question libyenne est à cet égard source de vives tensions. Symptôme de la complexité de la relation actuelle entre Alger et Abu Dhabi, le

22. B. Augé, « Un an après le début du blocus saoudo-émirati contre le Qatar : quelles conséquences pour l'Afrique de l'Ouest ? », *Éditoriaux de l'IFRI, L'Afrique en question*, Ifri, 8 octobre 2018.

23. F. Alilat, « Algérie-Émirats arabes unis : de l'amitié à la brouille », *Jeune Afrique*, 10 décembre 2020.

24. H. Jo, « Can the UAE Emerge as a Leading Global Defense Supplier? », *Defense News*, 15 février 2021.

rejet de la candidature de Ramtane Lamamra pour remplacer Ghassan Salamé au poste d'envoyé spécial de l'ONU pour la Libye en avril 2020 a été mis sur le compte des Émiriens par la presse algérienne<sup>25</sup>.

Les tensions avec Alger sont aussi alimentées par le rapprochement très récent entre Abu Dhabi et Rabat, et plus particulièrement par la décision émirienne en octobre 2020 d'ouvrir un consulat au Sahara occidental. La reconnaissance par Abu Dhabi de la souveraineté marocaine sur la région, qui acte l'amélioration des liens émirato-marocains après plusieurs années difficiles, a été perçue comme un affront par les décideurs algériens.

Les forces marocaines ont longtemps été déployées sur le sol des Émirats pour assurer la sécurité intérieure<sup>26</sup> et les services émiriens continuent d'employer des opérateurs marocains pour ce type de missions. Sur le plan économique, les EAU sont avec l'Arabie Saoudite l'une des trois premières sources des investissements directs extérieurs au Maroc – le Qatar figure toutefois juste après. Pourtant, en dépit de ces liens historiques, la relation entre Rabat et Abu Dhabi a elle aussi connu des troubles au cours des dernières années. Le Maroc, qui avait initialement soutenu la coalition saoudienne au Yémen en envoyant un contingent (6 avions et 1500 soldats), l'a retiré en 2019, signalant ses doutes grandissant vis-à-vis de la stratégie mise en œuvre par le tandem Riyad-Abu Dhabi. De même, Rabat a exprimé son désaccord avec Abu Dhabi sur la gestion du dossier libyen et n'a pas souhaité prendre position à la suite du boycott du Qatar en 2017, compte tenu des liens économiques qui l'unissaient avec chacun des camps. Une médiation marocaine fut même proposée dans les premiers mois de la crise mais se révéla vaine.

Durant cette période, les relations bilatérales se sont fortement dégradées avec une réduction de la présence diplomatique des deux côtés. Dans cette perspective, la soudaine reconnaissance émirienne de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental a pu surprendre. La décision semble avoir été guidée moins par la politique d'Abu Dhabi au Maghreb que par son rôle clé dans les tractations avec les États-Unis et Israël qui ont aidé à la normalisation des relations israélo-marocaines en décembre 2020.

Enfin, les relations d'Abu Dhabi sont difficiles avec la Tunisie. Le président Ben Ali avait tissé des liens étroits avec l'Arabie Saoudite (qui lui offrit l'asile dès 2011) et les EAU. Depuis son départ de la scène politique tunisienne, les dirigeants émiriens ont observé avec suspicion la montée en puissance d'Ennahda ainsi que les investissements continus du Qatar dans le pays (environ un milliard d'euros sur la seule période entre 2014 et 2017). De leur côté, les élites

25. Z. Cherfaoui, « Crise libyenne : Pourquoi Lamamra n'a pas remplacé Salamé », *El Watan*, 9 avril 2020.

26. Selon les chiffres du Military Balance, on dénombrait ainsi 5 000 soldats marocains aux EAU en 1990. Cf. International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1990*, Londres, Routledge, p. 121.

tunisiennes voient l'activisme émirien en Libye comme un élément d'exacerbation des tensions internes chez le voisin, menaçant *in fine* de déstabiliser la Tunisie.

Les tensions entre Abu Dhabi et Tunis sont ainsi significatives et réapparaissent régulièrement dans l'actualité. En décembre 2017, les autorités émiriennes ont soudainement refusé l'entrée sur leur territoire à toute femme d'origine tunisienne. La décision a été révoquée dans les 24 heures qui suivirent, les diplomates émiriens évoquant des renseignements sur une menace terroriste imminente qui aurait été à l'origine de la décision. Tunis a répondu en refusant l'accès de la compagnie Emirates à ses aéroports et en exigeant des excuses. Cet étrange épisode révèle en creux la difficulté présente des ressortissants tunisiens, autrefois communauté importante des EAU, à y obtenir le droit de résidence ; une forme indirecte de sanction d'Abu Dhabi contre les orientations politiques tunisiennes<sup>27</sup>.

La fragilité des relations émirato-tunisiennes s'est accentuée à l'aune de la crise parlementaire que vit le pays du Maghreb. La politique dite « de consensus » préconisée jusqu'à l'été 2021 par les forces politiques à Tunis pour faire cohabiter les composantes islamistes et séculières n'avait pas convaincu les EAU, qui conservent une posture intransigeante vis-à-vis de l'islam politique. Après la suspension des activités du parlement et le limogeage du chef du gouvernement par le président Kaïs Saïed fin juillet, Rached Ghannouchi, le leader d'Ennahda, n'a guère tardé à accuser les EAU de jouer un rôle dans la neutralisation des forces islamistes tunisiennes<sup>28</sup>.

---

27. S. Souli, « What does Gulf Crisis Have to Do with Tunisian Women? », *Al Monitor*, 27 décembre 2017.

28. « Tunisia Coup: Ennahda Leader Blames UAE for Power Grab », *Middle East Eye*, 31 juillet 2021.

# Le futur incertain de la politique émirienne en Afrique

Il est encore tôt pour dresser un bilan définitif de la politique de puissance déployée par les EAU en Afrique au cours des cinq dernières années. Leur activisme militaire dans la Corne de l'Afrique est en grande partie guidé par les impératifs logistiques de la guerre au Yémen à partir de 2015. Or, le retrait programmé des troupes émiriennes du Yémen depuis l'été 2019 entraîne une revue générale à la baisse de leurs ambitions militaires, comme en atteste leur désengagement de Berbera et de la base d'Assab en Érythrée. Au-delà, la dynamique à venir de la présence émirienne en Afrique dépend de plusieurs inconnues.

## L'ascendant renforcé d'Abu Dhabi à la faveur de la pandémie

La crise économique à laquelle les EAU sont aujourd'hui confrontés est le premier facteur qui pourrait affecter l'envergure de la politique régionale d'Abu Dhabi. La pandémie du Covid-19 a touché de plein fouet les secteurs du transport aérien et du tourisme international, deux piliers de la diversification économique des EAU, et plus particulièrement de Dubaï ; dans le même temps, la chute historique du prix du baril impacte aussi les recettes publiques.

L'état des finances publiques des EAU à l'issue de la pandémie s'annonce donc fragile, si bien que l'on s'interroge déjà sur la capacité du pays à maintenir son niveau d'engagement à l'international (investissements, aide au développement). Selon les données de l'American Enterprise Institute, l'année 2020 a déjà marqué un net recul en matière d'investissements directs à l'étranger (IDE) des pays du Golfe et cette tendance pourrait se poursuivre<sup>29</sup>. Ce déclin des IDE signale aussi la différence entre la crise en cours et les précédentes (crise financière de 2008 et pétrolière de 2014) pendant lesquelles les investissements internationaux des EAU, portés par les fonds souverains tels que l'Abu Dhabi Investment Authority (ADIA) et Mubadala, n'avaient pas pâti de la situation économique locale<sup>30</sup>.

---

29. « Gulf financial aid and direct investment tracker », American Enterprise Institute, disponible sur : [www.aei.org](http://www.aei.org).

30. K. E. Young, « The Limits of Gulf Arab Aid: Energy Markets and Foreign Policy », *EUCERS' Reflections' Working Paper Series*, vol.1, été 2015.

Il faut par ailleurs tenter d'anticiper les répercussions de la pandémie sur les rapports de force internes entre Abu Dhabi et Dubaï et *in fine* sur les relations avec les partenaires africains eux-mêmes. D'une part, Dubaï ne bénéficie ni des réserves pétrolières ni des capitaux d'Abu Dhabi, et devrait donc pâtir davantage de la crise. Comme en 2008, les discussions en cours autour du rachat de la dette de Dubaï pourraient en fait entériner définitivement la primauté d'Abu Dhabi dans la gestion des dossiers régionaux<sup>31</sup>. L'entourage de MbZ assure déjà le suivi quotidien des dossiers les plus sensibles tels que la Libye, le Tchad ou le Soudan.

D'autre part, les pays africains bénéficiant des investissements et des aides émiriens devraient eux aussi sortir affaiblis de la crise. Dès lors, la pandémie pourrait entraîner un durcissement des conditionnalités stratégiques imposées par Abu Dhabi et conduire à un alignement des pays jusqu'ici les plus réticents, notamment sur les questions relatives à l'islam politique.

## Des politiques régionales qui peuvent alimenter les troubles locaux

L'engagement des Émirats sur le continent, fondé sur des investissements massifs et un déploiement diplomatique renforcé, a aussi déstabilisé des équilibres locaux fragiles. En exportant les rivalités du Golfe, Abu Dhabi – comme Riyad et Doha – déforme les règles du jeu politique dans des pays aux structures étatiques souvent faibles. Or, en dépit de l'accord de réconciliation signé au sommet du Conseil de coopération des États arabes du Golfe en janvier 2021, la compétition avec le voisin qatari sur des théâtres secondaires ne semble pas près de s'atténuer.

En Somalie, la rivalité entre le Qatar et les EAU a eu un effet délétère sur les relations entre Mogadiscio et les régions autonomes du Somaliland et du Puntland. Alors que Doha entretient des liens proches avec le président somalien Mohammed Abdullahi Mohammed « Farmajo », l'empreinte économique et militaire croissante des EAU au Somaliland et au Puntland a contribué un peu plus à la fracture intérieure entre forces politiques somaliennes. Les rivalités ont pris une telle ampleur qu'une crise diplomatique était inévitable : en avril 2018, les autorités somaliennes ont bloqué un avion émirien sur le tarmac de Mogadiscio, accusant Abu Dhabi de transférer illégalement de l'argent auprès des forces de sécurité du Somaliland. Niant les faits, les EAU ont aussitôt suspendu leurs relations diplomatiques et leur contribution financière au développement de la Somalie.

---

31. D. Barbuscia, S. Azhar, P. Barbaglia, « Abu Dhabi in Talks with Dubai for Support through State Fund Mubadala », *Reuters*, 15 mai 2020. Le dossier est si sensible que le gouvernement de Dubaï a immédiatement émis un communiqué niant la dépêche de Reuters.

Une tentative de réconciliation mi-2020 a vite échoué : le gouvernement somalien affirme avoir refusé la proposition d'Abu Dhabi de rouvrir l'hôpital Sheikh Zayed à Mogadiscio, sur fonds émiriens, en échange d'un soutien aux opérations émiriennes au Yémen<sup>32</sup>. Signe du maintien des tensions, Mogadiscio accusait en février 2021 les EAU de se livrer à une campagne de désinformation pour miner le processus électoral local et favoriser l'insurrection<sup>33</sup>. La nomination, un mois plus tard, d'un « ambassadeur » émirien auprès du Somaliland a également alimenté la brouille entre le gouvernement somalien et Abu Dhabi<sup>34</sup>.

La pression des EAU pour que les pays prennent position contre le Qatar a causé bien d'autres problèmes. À Djibouti, elle a forcé la volonté des autorités locales, déjà mécontentes de la gestion du DP World du port de Doraleh, de prendre leurs distances avec les EAU.

Par ailleurs, lorsqu'Abu Dhabi en arrive à prendre le parti d'une faction et à la financer, la politique émirienne contribue indirectement à prolonger des conflits en cours. La Libye en est un cas de figure saisissant. L'aide apportée par les EAU au général Haftar semblait *a priori* correspondre au « modèle égyptien » préconisé par Abu Dhabi. Or non seulement Haftar entretient lui-même des accointances avec certains groupes islamistes, notamment madkhalistes, mais surtout il s'est trouvé dangereusement galvanisé par cette aide extérieure, y voyant un outil de légitimation internationale et de remise en cause du *statu quo* sur le terrain, ce qui l'a poussé à mener en avril 2019 une offensive militaire sans succès sur Tripoli. Le soutien émirien à l'offensive d'Haftar a fragilisé le processus diplomatique entre factions libyennes, et aussi justifié d'autres ingérences extérieures, en particulier celle des troupes turques en soutien au gouvernement de Favez el-Sarraj. Au grand désarroi des EAU, Ankara apparaît désormais en position de force à Tripoli, ayant maintenu ses liens avec le nouveau gouvernement intérimaire de Mohammed El-Menfi.

Au Soudan, le soutien politique et financier d'Abu Dhabi et de Riyad au CMT, effectif dès mai 2019, avec notamment l'annonce d'une enveloppe d'aide à hauteur de trois milliards de dollars, a eu une incidence directe sur le rapport de force entre l'armée soudanaise et l'opposition politique qui espérait prendre le relais de la transition. Selon des officiels de l'ONU impliqués dans les pourparlers, cette aide a permis au CMT non seulement de

---

32. J. Fenton-Harvey, « UAE Seeks Turnaround in Relations with Somalia for Help in Yemen War », *Al Monitor*, 8 juillet 2020.

33. H. Barise, « Tensions Rise Between Somalia and UAE over Delayed Elections », *Associated Press*, 21 février 2021.

34. S. Ramani, « What UAE's Grozing Presence in Somaliland Means for its Horn of Africa Strategy », *Al Monitor*, 29 mars 2021.

consolider sa légitimité en tant que garant de l'ordre dans le pays mais aussi de repousser à un horizon lointain les revendications sociales et politiques de l'opposition<sup>35</sup>.

## Un activisme qui contribue parfois à la stabilisation régionale

S'il existe donc des raisons de s'interroger sur la finalité et les répercussions de cette stratégie régionale émirienne, on peut aussi lui reconnaître des résultats positifs dans certains contextes. Abu Dhabi joue aujourd'hui un rôle clé dans la diplomatie régionale grâce aux relations personnelles que MbZ a su tisser avec les dirigeants africains. Cela a été démontré par son influence – réelle sans être décisive – dans le processus de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie en 2018. De même, la médiation éthiopienne entre les acteurs de la transition politique soudanaise à partir de la mi-2019 aurait été conduite en étroite concertation avec le pouvoir émirien, en raison de cette présence régionale et de l'influence exercée par Abu Dhabi sur les acteurs clés à Khartoum. Depuis janvier 2021, Abu Dhabi se positionne également en médiateur du contentieux qui oppose l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan sur la question du partage des eaux du Nil, sans que cela n'ait encore abouti à des résultats tangibles<sup>36</sup>.

Par ailleurs, en Afrique de l'Ouest, les EAU ont rapidement exprimé leur soutien à la mise en place du G5 Sahel et outre le renforcement de ses relations bilatérales avec chacun des pays membres, Abu Dhabi a annoncé en 2018 son souhait de financer à hauteur de 30 millions de dollars la force conjointe du G5. L'implantation du Collège de défense du G5 Sahel sur le campus Mohammed bin Zayed de Nouakchott consolide la visibilité émirienne dans les projets de renforcement des capacités des forces locales. Il va de soi que cette ambition émirienne pour le G5 Sahel répond à sa stratégie régionale d'éradication des forces islamistes coûte que coûte mais elle s'accompagne de projets de développement économique des pays de la zone (Mauritanie, Burkina Faso, Mali) portés par les fonds d'investissement et sociétés émiriennes, une combinaison qui pourrait en fait contribuer au rééquilibrage entre les piliers développement et sécurité du G5 Sahel.

Ces initiatives s'inscrivent plus largement dans la volonté des EAU de devenir un acteur clé de la médiation diplomatique internationale, comme en témoigne par exemple leur rôle dans l'organisation de rencontres entre l'Inde et le Pakistan au printemps 2021<sup>37</sup>. S'il est encore trop tôt pour juger de l'efficacité de ces

35. International Crisis Group, *Intra-Gulf Competition in Africa's Horn: Lessening the Impact, Middle East Report*, n° 206, 19 septembre 2019, p. 22.

36. K. Hassan, « Egypt Weighs UAE Mediation Initiative in Nile Dam Crisis », *Al Monitor*, 30 mars 2021.

37. U. Karim, « The United Arab Emirates and a South Asian Peace Process », Arab Gulf States Institute in Washington, 1<sup>er</sup> avril 2021.

initiatives, elles pourraient préfigurer une évolution de la politique étrangère d'Abu Dhabi, reléguant au second plan la posture coercitive qui a primé au cours de la décennie écoulée.



# Conclusion

Abu Dhabi a entamé au cours des cinq dernières années une réorientation de sa politique africaine autrefois guidée principalement par des logiques commerciales. Comme au Moyen-Orient et en Asie du Sud, cette politique émirienne est directement le fruit des choix du prince héritier Mohammed ben Zayed. Elle reflète certains fondamentaux de sa vision des affaires internationales, et particulièrement sa conviction selon laquelle la compétition régionale entre Abu Dhabi et les forces islamistes est un jeu à somme nulle, et qu'une approche coercitive s'appuyant sur l'outil militaire et les ressources économiques des EAU peut l'emporter.

Comme toute politique de puissance, celle des EAU peut avoir des effets délétères sur la gestion des conflits internes en Afrique. Néanmoins, certains aspects de cette stratégie régionale conduisent à nuancer ce constat. Obsédée avant tout par la stabilité économique et politique de ses partenaires locaux, Abu Dhabi pourrait en fait jouer un rôle majeur dans le futur développement du Sahel ou de l'Afrique de l'Est. L'observation mènerait alors à conclure que les EAU exacerbent les tensions dans les pays africains lorsque plusieurs acteurs luttent pour s'emparer du pouvoir (Libye, Soudan, Somalie), mais qu'ils peuvent être des partenaires stabilisateurs quand cette compétition interne est faible ou inexistante (Mauritanie).

En ce sens, la trajectoire de la politique africaine des EAU dépendra de l'aptitude d'Abu Dhabi à accepter la logique propre des dynamiques politiques locales, et notamment le désir des pays partenaires de ne pas toujours intégrer dans leur horizon la compétition stratégique intra-Golfe. Elle dépendra aussi de la volonté et de la capacité d'Abu Dhabi à donner un contour multilatéral à cette politique, en contribuant à de nouvelles initiatives telles que le forum sur la mer Rouge lancé par l'Arabie Saoudite, ou en intégrant sa politique aux efforts de renforcement de l'architecture de sécurité et de développement en Afrique, que ce soit avec l'Union Africaine, le G5 Sahel ou encore l'Union européenne. Les EAU ont justement exprimé leur volonté d'accroître leur présence au sein des organes de gouvernance internationaux, comme en témoigne leur récente élection à un poste de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la session 2022-2023. Un test clé pour consolider leur rôle en tant que nouvel acteur stratégique sur le continent africain.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

---

Ifri.org